

## ATTEINDRE LA PLANETE 50-50 D'ICI 2030: ROLES DES SYSTEMES EDUCATIFS, DEFIS ET OPPORTUNITES EN AFRIQUE

*Du Secrétariat de la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion axée sur les Résultats de Développement à la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF)*



Brief  
N°21

### RÉSUMÉ

La réflexion sur le rôle que les systèmes éducatifs devraient jouer en Afrique pour assurer l'atteinte de 'Planète 50-50' d'ici 2030 se prête bien à l'arrivée de nouveaux cadres stratégiques mondiaux (comme les Objectifs de développement durable), continentaux (comme la Stratégie continentale de l'Education pour l'Afrique) et nationaux (comme les stratégies sectorielles nationales en rapport avec l'éducation et la formation). De manière générale, la temporalité de ces cadres stratégiques mondiaux (ODD) et continental (CESA 16-25), se prête bien à leur contextualisation dans les cadres et plans stratégiques nationaux.

L'article valorise les contributions des membres de la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion Axée sur les Résultats de Développement (AfCoP-GRD) postées sur le forum de l'AfCoP et la consultation de documents d'intérêt. Des entretiens non-directifs ont également été conduits auprès de quelques experts du secteur de l'éducation et en genre de la République Démocratique du Congo (RDC).

L'objectif d'un monde 50-50 appelle à redoubler d'efforts pour assurer non seulement l'accès, mais aussi une éducation de qualité aux élèves, filles et garçons. Cela passe par la formation des enseignants à la pédagogie sensible au genre, à la discipline positive, et l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes éducatifs sensibles au genre, etc. La qualité des données statistiques sur l'éducation est également centrale. Des pistes de renforcement des Systèmes d'Information et de Gestion de l'Education (SIGE) sont discutées.

### Introduction

A l'horizon 2030, année où les Objectifs de Développement Durable (ODD) échoient, le monde a hâte d'être exempt d'inégalités entre les sexes – une planète 50-50. Plusieurs leviers peuvent être actionnés pour faire avancer l'atteinte de cet objectif. Le présent article discute du levier 'systèmes éducatifs', s'attachant à examiner dans quelle mesure les systèmes éducatifs des différents pays du continent peuvent aider à atteindre l'objectif d'un monde 50-50.

A l'instar d'une machine, un 'système' a de nombreux engrenages. Dans le contexte éducatif, il pourrait s'agir de l'école (et de l'environnement

scolaire), des politiques et plans stratégiques sectoriels, et des lois. Il pourrait également s'agir des programmes scolaires, des approches pédagogiques, des matériels didactiques et pédagogiques, de la qualité des enseignements et des apprentissages, des élèves, des enseignants (et de leur formation initiale et/ou continue), des parents (et de leurs associations ou collectifs), des partenaires techniques et financiers, etc.

Sans prétention à exhaustivité et sans vouloir aborder chacun de ces engrenages, une attention particulière sera accordée aux éléments du système qui touchent à l'accès à l'éducation et à la qualité de l'éducation. Le produit de connaissance s'intéresse également aux aspects

de gouvernance, en mettant en avant le besoin de fiabilité des données pour informer les décisions et rapporter sur les progrès accomplis dans la quête d'un monde sans inégalité des genres – une planète 50-50.

### Méthodologie

Comme pour toutes les autres séries de produits de connaissance mis à disposition par le Secrétariat de l'AfCoP à la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF), le présent article valorise les contributions postées sur le forum de discussion de l'AfCoP sur le thème « Atteindre la Planète 50-50 d'ici à 2030 : rôle des systèmes éducatifs, défis et opportunités en Afrique ». Les discussions ont principalement pris appui sur les questions saillantes ci-dessous :

- Au-delà de la préparation à l'acquisition des compétences de base comme la lecture, l'écriture, le calcul, etc., comment voyez-vous le rôle de l'école dans la perspective d'un monde 50-50 d'ici à 2030 ?
- Comment les contenus pédagogiques et les matériels didactiques peuvent-ils aider dans l'avancement de l'Agenda 2030 ?
- Quelles sont les pratiques pédagogiques qui peuvent enfreindre ou encourager l'atteinte de la planète 50-50 ? Quelles sont les initiatives à destination des enseignants (que ce soit au niveau de leur formation initiale ou de leur formation continue) qui peuvent concourir à un monde sans inégalité des genres ? Quels sont les défis et les opportunités ?
- Sur le plan politique, quelles mesures sont prises pour assurer l'accès équitable de tous à l'éducation de qualité ?
- Quels sont les autres acteurs du système qui joueraient un rôle prépondérant ?

Quel est le niveau de soutien et de collaboration attendu de chaque acteur ?

En plus de la capitalisation sur les contributions des membres de l'AfCoP, des entretiens non-directifs ont été conduits avec quelques experts du secteur de l'éducation et des experts en genre de la République Démocratique du Congo (RDC). La liste complète des experts consultés peut être trouvée en Annexe A.

En outre, de nombreux documents d'intérêt sur le sujet, y compris notamment les Rapports d'Etats des Systèmes Educatifs (RESEN) des différents pays du continent, *le Rapport Continental d'Activités Annuelles (RACA)*, et les différents rapports du Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la Confemem (PASEC), etc., ont été consultés. La liste complète de ces documents peut être trouvée dans la bibliographie.

### Axes stratégiques des systèmes éducatifs pour l'avancement du créneau 50-50

Cette section fait d'abord le point sur l'existant, puis fait des propositions d'axes stratégiques des systèmes éducatifs qui peuvent jouer un rôle déterminant dans la course vers le créneau 50-50. L'accent est d'abord mis sur les cadres stratégiques mondiaux, continentaux et nationaux, s'attachant à examiner les possibilités d'arrimage des cadres stratégiques nationaux sur les cadres mondiaux et continentaux (section 3.1). En outre, comme mentionné précédemment, une part sera faite sur l'examen des éléments du système éducatif qui touchent à l'élargissement de l'accès et de l'équité (section 3.2). Ensuite seront analysés les éléments qui touchent à l'amélioration de la qualité de l'éducation (section 3.2). Des considérations en rapport avec la gouvernance et la gestion de l'éducation sont également discutées (section 3.4).

### Arrimer les cadres stratégiques nationaux aux cadres mondiaux et continentaux

La réflexion sur la contribution des systèmes éducatifs à l’atteinte de l’objectif de la Planète 50-50 se prête bien aux contextes mondial, continental, régional, voire national. En effet, cette réflexion peut être menée en tenant compte de nouveaux cadres stratégiques auxquels les Etats se sont engagés, à plusieurs niveaux.

#### Niveau mondial : Objectif de développement durable (ODD 4 : Education)<sup>1</sup>

Les Objectifs de développement durable (ODD) sont un plan d’action d’une portée historique et sans précédent. Ils comprennent 17 objectifs – avec l’objectif 4 largement dédié à l’éducation – dans le but de répondre aux problèmes urgents et mondiaux des quinze prochaines années.

L’ODD 4 vise à « assurer l’accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d’égalité, et promouvoir les possibilités d’apprentissage tout au long de la vie ». Il est important d’arrimer à cet ODD la [Déclaration d’Incheon](#) et le [Cadre d’action pour l’Éducation 2030](#). Ce dernier met en lumière la façon dont les politiques et les pratiques au niveau des pays, des régions et de la planète pourront refléter les engagements mondiaux pour l’éducation.

#### Niveau continental : Stratégie Continentale de l’Éducation pour l’Afrique (CESA 16-25)

A la suite d’un processus de développement des consultations qui va de Kigali (*Common African Position on Education post-2015*) à New York (ODD) en passant par Incheon (*World Education Forum*), l’Afrique s’est dotée d’une Stratégie Continentale de l’Éducation (CESA). La CESA rentre dans le cadre de l’Agenda 2063 du

continent, et en même temps, traduit l’opérationnalisation de l’ODD 4 au niveau du continent (figure 1).

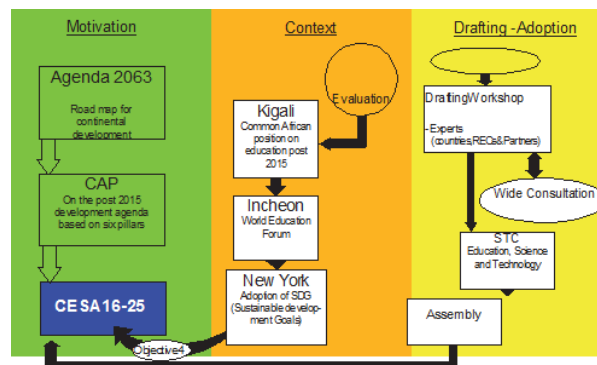


Figure 1 : Procédure générale de développement du CESA 16-25

Source: Continental Education Strategy for Africa 2016-2025 (CESA 16-25), p.11

#### Niveau national : Stratégies sectorielles de l’éducation et de la formation des différents pays

De manière générale, la temporalité de ces cadres stratégiques aux niveaux mondial et continental se prête mieux à leur contextualisation dans les cadres et plans stratégiques nationaux. Le tableau 1 ci-dessous illustre bien cela.

En effet, à part le Niger dont le cycle de planification du Programme Sectoriel pour l’Éducation et la Formation couvre la période 2014-2024, ce qui ne pose pas de problème de contextualisation majeur, les autres pays dont les informations sont disponibles ont des cadres nationaux qui coïncident bien avec la période allant de 2016 à 2030. Ceci est une importante opportunité pour la priorisation et la mise en œuvre par les Etats, des stratégies et politiques nationales qui font avancer le créneau 50-50 d’ici 2030.

<sup>1</sup>Voir: <http://fr.unesco.org/gem-report/odd-4-%C3%A9ducation>

Tableau 1 : Cadres stratégiques et temporalité

Portée	Cadres stratégiques	Temporalité
Mondiale	Objectifs de Développement durable - ODD4	2016-2030
Continentale	Stratégie Continentale de l'Éducation pour l'Afrique (CESA)	2016-2025
Nationale	Burundi : Politique Sectorielle de l'Éducation	2016-2020
	Madagascar : Plan National de l'Éducation	2017-2021
	Niger : Programme Sectoriel pour l'Éducation et la Formation	2014-2024
	Nigeria : Plan Stratégique du Secteur de l'Éducation	2016-2019
	RDC : Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation (SSEF)	2016-2025
	Plan de Développement de l'Éducation et de l'Alphabétisation	2017-2026

Par ailleurs, « les pays engagés à l'heure actuelle dans un processus de mise en œuvre des plans existants devraient revisiter ces derniers à la lumière des nouveaux cadres mondiaux et continentaux. »<sup>2</sup>

### Poursuivre les efforts visant à accroître l'accès des filles et garçons à l'éducation de qualité

De manière générale, des progrès remarquables en termes d'élargissement de l'accès à l'éducation, avec un Taux Brut de Scolarisation (TBS) au-dessus de 100% au niveau du cycle primaire, sont à signaler. Dans certaines régions des pays, il est signalé plus de filles que de garçons scolarisés.

Ces progrès réalisés dans de nombreux pays sont attribuables aux facteurs suivants :

#### **Gratuité et caractère obligatoire de l'enseignement primaire**

Pour ne citer que quelques exemples, la poursuite de la gratuité au niveau primaire a favorisé un accès plus accru à l'éducation au Bénin. La réduction de l'écart de scolarisation entre filles et garçons est imputable à l'abolition des frais de scolarité pour les filles et la distribution de kits scolaires aux filles en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année du primaire. Le Kenya partage la même expérience, ayant introduit depuis 2003 le programme de gratuité de l'enseignement primaire.

<sup>2</sup>Commission économique pour l'Afrique, Union africaine, Groupe de la Banque africaine de développement et Programme des Nations Unies pour le développement (2016). OMD-Agenda 2063/ODD Rapport de transition 2016: Vers une approche intégrée et cohérente du développement durable en Afrique, Septembre 2016

Au Malawi, le gouvernement a mis en place des politiques de la gratuité ciblant l'éducation de base et de l'abolition du port de l'uniforme. A l'île Maurice, l'éducation est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans et gratuite dans les écoles publiques et celles qui sont subventionnées. La RDC a introduit la politique de la gratuité depuis 2010.

Cependant, dans certains pays comme la RDC, la mise en œuvre de la politique de gratuité a été progressive, s'appliquant dans un premier temps aux degrés élémentaires et moyens du cycle primaire, puis gagnant le degré terminal par la suite. Cela s'est également appliqué différemment sur le plan géographique. Aussi, comme c'est le cas dans d'autres pays, la gratuité est appliquée sur les frais comme le minerval – qui sont généralement peu onéreux – alors qu'il y a d'autres catégories de frais qui restent une lourde charge à porter par les parents. Cette situation est l'une des barrières à l'accès (barrière économique) sur laquelle il est important d'agir pour s'attendre à un monde 50-50 d'ici à l'horizon 2030.

Les barrières économiques sont très déterminantes dans l'accès des filles à l'éducation. En effet, les familles qui font face à des contraintes budgétaires pour scolariser leurs enfants donnent généralement priorité aux garçons. Il s'agit à la fois des barrières financière et culturelle.

- Il faut recommander l'élaboration des politiques qui poursuivent et renforcent les mécanismes de mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire et qui amènent les parents et la communauté scolaire à observer un ordre juste – l'ordre d'arrivée<sup>3</sup>, – tout en s'engageant à scolariser tous les enfants, peu importe le retard ;

<sup>3</sup>L'ordre d'ainesse, peu importe le sexe.

- Un tel effort devrait prendre appui sur d'autres instruments internationaux ou régionaux, voire nationaux qui prônent l'éducation primaire pour tous les enfants à l'école primaire.

### **Mise à disposition des cantines scolaires (SchoolFeeding program)**

Les pays qui organisent un « *SchoolFeeding program* » rapportent des taux de scolarisation et de rétention élevés. Comme l'une des meilleures pratiques, les systèmes éducatifs du continent devraient en tirer meilleur parti. La Stratégie Continentale de l'Education pour l'Afrique (CESA 16-25) fait également large place à ce type de programme, avec l'établissement d'un cluster thématique sur le *SchoolFeeding*, reconnaissant la contribution de ce programme à l'élargissement de l'accès et de la rétention à l'école, mais aussi la contribution à l'Objectif de développement durable 2 (ODD 2 : Faim zéro).

Le Sommet de l'Union Africaine de Janvier 2016 a adopté la résolution pour l'établissement du « *AfricanSchoolFeeding Day* » qui devra être observée le 1<sup>er</sup> mars de chaque année. Le Niger a été le premier Etat-membre à pouvoir observer cette journée.

### **L'offre d'infrastructures scolaires adéquates**

Dans bien de pays, Le *Report of Annual Continental Activities (RACA)* souligne que l'offre d'infrastructures scolaires a également contribué à l'augmentation de l'accès à l'éducation de qualité. Dans certains pays comme la RDC, les campagnes d'inscription de masse (« *Back-to-school campaigns* ») ont permis l'inscription de nombreux enfants, filles et garçons, dépassant ainsi les capacités d'accueil des écoles. La construction de nouvelles salles de classe s'impose donc à la réflexion sur l'augmentation de l'accès à l'éducation, voir la réduction des violences basées sur le genre en milieu scolaire. En effet, la construction des latrines séparées

rentre également dans cette réflexion comme une des meilleures pratiques. D'expérience, certaines violences basées sur le genre en milieu scolaire sont notamment dues au fait que les filles et les garçons partagent les mêmes latrines.

### **Poursuivre les campagnes d'inscription de masse (les "back-to-school" campaigns) et inscrire les filles à temps à l'école**

L'importance des campagnes *back-to-school* menées par de nombreux pays en collaboration avec l'Unicef, ne pourra jamais être assez soulignée. En RDC par exemple, l'on note le taux d'admission au primaire de 75% (indiquant que 3 enfants sur 4 de 6 ans sont inscrits en première année primaire) aux campagnes *back-to-school* et au *Porte-à-porte*.<sup>4</sup>

Aussi, il est important de s'assurer que les filles sont inscrites à temps. Cela leur permettra de rester le plus longtemps possible à l'école, sans être tentées par le mariage précoce.

### **Assurer un environnement scolaire sain et sécurisant**

Les systèmes éducatifs devraient également assurer un environnement scolaire sain et sécurisant pour les élèves surtout dans un contexte où de nombreux conflits et crises sécuritaires gagnent le continent. L'on ne saurait faire l'économie de la relation entre l'éducation et les conflits. Pour évoquer quelques chiffres, 55% des bâtiments scolaires sont détruits dans les zones où sévit BokoHaram au Nigeria<sup>5</sup>.

- *La localisation de l'école devra permettre aux filles de se sentir en sécurité.* Les écoles devront être localisées à proximité de la communauté, loin des camps militaires. Les filles ne devraient pas se sentir en insécurité sur le chemin de

<sup>4</sup>Unicef (2017), Education primaire de qualité pour tous, Revue annuelle conjointe 2016, Programme de Coopération RDC-Unicef (2013-2017), Janvier

<sup>5</sup>Report of Annual Continental Activities (RACA), Op. Cit., p.82

l'école. La communauté devra également être impliquée et avoir une responsabilité partagée sur la sécurité des enfants.

- *Promouvoir la discipline positive.* L'on rapporte encore de nombreuses violences en milieu scolaires. Par exemple, « plus de 60 % des élèves à travers les provinces de la RDC ont indiqué que l'enseignant frappait l'élève lorsque ce dernier se comporte mal en classe, et 16 % des élèves du Kasaï-Oriental ont indiqué que les élèves se faisaient sermonner... »<sup>6</sup>.
- *Il faudra également mettre en place des mécanismes de prévention et de réaction face aux violences basées sur le genre en milieu scolaire*
- *Mettre en place des politiques éducatives sensibles au genre qui présentent un caractère de 'tolérance zéro' pour tout harcèlement sexuel en milieu scolaire ;*
- *Promouvoir une culture de paix en milieu scolaire.*

### **Examiner l'opportunité d'application au cas-par-cas d'une discrimination positive**

Certains pays comme l'Éthiopie et le Bénin appliquent une sorte de politique de discrimination positive pour accroître l'accès des filles à l'éducation de qualité. Cependant, en admettant que de nombreux progrès sont faits dans l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation<sup>7</sup>, une telle politique ne devrait pas

<sup>6</sup>Agence Américaine pour le Développement International (2016), EdData II, Services d'évaluation de l'éducation en RDC. RDC, 2015 : Évaluation des compétences fondamentales en lecture (EGRA), Évaluation des compétences fondamentales en mathématiques (EGMA), et Aperçu de l'efficacité de la gestion des écoles (SSME) – Rapport des conclusions en 3e année, Juin, p.24

<sup>7</sup> Dans certains coins des pays comme la RDC, l'on trouve plus de filles que de garçons scolarisés au niveau primaire.

être généralisée. Il faudra tenir compte des différents contextes en place.

### **Favoriser le sous-secteur de l'éducation non-formelle**

L'éducation non-formelle est également vue comme un levier fort sur lequel les systèmes éducatifs devraient s'appuyer dans l'effort d'élargissement de l'accès à l'éducation. C'est dans ce sous-secteur que l'on trouve notamment les programmes de rattrapage scolaire et les programmes d'apprentissage accéléré qui offrent un parcours d'apprentissage de remédiation pour les enfants, y compris les filles qui ont dépassé l'âge de scolarité.

De manière générale, les résultats scolaires des apprenants qui ont suivi ce programme sont largement meilleurs que ceux des enfants ayant suivi le cycle normal dans les écoles formelles. « Les performances scolaires des enfants dont les parents sont alphabétisés sont meilleures. Ce constat plaide en faveur des mécanismes d'accompagnement des familles des enfants scolarisés dans les milieux défavorisés, tels que les programmes d'alphabétisation des parents ou l'accompagnement scolaire des enfants dont les parents ne sont pas alphabétisés. »<sup>8</sup>

### **Poursuivre les efforts visant à améliorer la qualité de l'éducation**

Il est important de s'assurer que les filles restent à l'école (rétention) et y apprennent (qualité des apprentissages). Les acquis scolaires, lorsqu'ils sont éprouvés, préparent les filles et les femmes à concourir dans une véritable logique de méritocratie.

<sup>8</sup>PASEC (2015). PASEC2014 - Performance des Systèmes Educatifs en Afrique Sub-saharienne francophone : compétences et facteurs clés de réussite au primaire, Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la Confemmen (PASEC), CONFEMEN, Dakar, p.131

### **Former les enseignants à la Pédagogie Sensible au Genre et à la discipline positive**

Le RACA<sup>9</sup> souligne que « L’Afrique manque plus de 2 millions d’enseignants dans le système éducatif. Bien plus, beaucoup d’enseignants sont sous-qualifiés et ne sont pas formés, avec des disproportions de manque dans certaines disciplines. » L’Union Africaine a récemment commandité une étude<sup>10</sup> sur la formation des enseignants, leurs conditions de travail et de vie dans les Etats-membres. Cette étude est parvenue aux mêmes conclusions. Elle a montré que l’utilisation des enseignants non-formés est une pratique très répandue pour combler le déficit d’enseignants, surtout que leur distribution à travers le continent est peu équitable. La liste des problèmes s’allonge avec le manque d’appui spécifique à l’éducation des filles et la multiplicité des problèmes curriculaires.

Il faut recommander la formation des enseignants à la Pédagogie Sensible au Genre (GRP) et à la discipline positive pour prendre en compte les besoins spécifiques des filles et des garçons dans les pratiques enseignantes et réduire, comme souligné précédemment (section 3.2.5), les violences basées sur le genre en milieu scolaire. « Les difficultés relatives rencontrées par les filles en mathématiques, en début comme en fin du cycle, peuvent être le reflet de la place et du rôle de la fille et de la femme dans la société. La représentation symbolique des apprentissages scientifiques peut aussi rentrer en jeu, puisqu’elle est transmise à travers les stéréotypes de genre que l’on trouve parfois dans les manuels scolaires et dans les pratiques enseignantes. Il convient de s’interroger sur la mise en place des politiques pour encourager l’apprentissage des matières

scientifiques par les filles. Les formations des enseignants pourraient également intégrer des modules sur les stéréotypes sexués véhiculés par l’école afin que les enseignants prennent conscience des pratiques pouvant favoriser ou défavoriser les filles et les garçons dans certaines matières. »<sup>11</sup>

### **Elaborer et mettre à disposition des enseignants et des élèves les matériels didactiques et pédagogiques sensibles au genre**

De nombreuses expériences vécues par un enfant à l’école sont axées sur les matériels didactiques et pédagogiques. Les messages transmis par ceux-ci – explicitement ou implicitement – peuvent avoir des conséquences importantes et durables sur les attitudes et les perceptions d’un enfant.

Il faut recommander des politiques du livre et de développement des matériels qui soient exempts de préjugés et favorisant l’égalité et l’inclusion des filles et des garçons.

L’USAID a élaboré un guide<sup>12</sup> pour le renforcement de l’inclusion et l’égalité des genres dans le matériel didactique et pédagogique. Ce guide constitue un point d’appui important pour les politiques sensibles au genre. Il s’intéresse notamment à la fréquence égalitaire de représentation, aux illustrations inclusives et représentatives de l’égalité des genres, au langage inclusif et représentatif de l’égalité des genres, et aux rôles transformationnels et représentatifs de l’égalité des genres.

<sup>9</sup>Report of Annual Continental Activities (RACA), Op. Cit., p.9

<sup>10</sup>African Union Commission, Department of HumanResources, Science and Technology (2017), AU Study on teacher training, working, and living conditions in member States, January

<sup>11</sup>PASEC (2015). PASEC2014 - Performance des Systèmes Educatifs en Afrique Sub-saharienne francophone : compétences et facteurs clés de réussite au primaire, Programme d’Analyse des Systèmes Educatifs de la Confemen (PASEC), CONFEMEN, Dakar, pp.130-131

<sup>12</sup>Agence Américaine pour le Développement International (2015). Guide pour le renforcement de l’inclusion et l’égalité des genres dans le matériel didactique et pédagogique. Octobre

### **Elaborer et poursuivre les politiques et les programmes éducatifs sensibles au genre**

Ce point a déjà été brièvement abordé plus haut – en recommandant notamment les politiques qui stipulent la ‘tolérance zéro’ pour le harcèlement sexuel en milieu scolaire et préviennent la violence basée sur le genre en milieu scolaire. Il y est fait recours ici pour proposer des exemples d’autres politiques éducatives qui soient de nature à favoriser l’atteinte d’un monde sans inégalité des genres.

- *Politique de recrutement des enseignants et chefs d’établissement.* Il est important d’élaborer et poursuivre les politiques qui promeuvent le recrutement des femmes enseignantes. Non seulement cela peut faire en sorte que les filles se sentent plus en sécurité en l’école, mais cela leur offre également des repères, les enseignantes servant de ‘role model’.
- *L’élaboration des programmes scolaires sensibles au genre.* Il y a plusieurs façons d’approcher ceci. Une des pistes à recommander est de revoir le contenu des cours qui véhiculent des valeurs – à la républicaine, morale, de respect à l’égard des autres, y compris à l’égard des femmes, etc.

### **Autres considérations en rapport avec la gouvernance et la gestion de l’éducation : renforcer le Système d’Information et de Gestion de l’Education (SIGE)**

Le secteur de l’éducation manque cruellement des données. Cette situation ne permet pas une planification et une prise de décision basées sur l’évidence. Aussi, en l’absence de données fiables, il est difficile de rapporter sur les progrès vers l’atteinte de la planète 50-50, ni de rectifier le cours des actions. Une des priorités partagées par l’Union Africaine et nombre de ses Etats-membres est le renforcement du Système

d’Information et de Gestion de l’Education (SIGE). L’Objectif stratégique 11 (OS 11 de la CESA 16-25 invite à « construire et renforcer la capacité de collecte, de gestion, d’analyse, de communication, et améliorer la gestion du système éducatif ainsi que l’outil statistique, grâce au renforcement des capacités pour la collecte, la gestion, l’analyse, la communication et l’utilisation ».

### **Conclusion**

La vague d’engagements mondiaux et continentaux en faveur de l’éducation offre aux Etats de nombreuses opportunités et des cadres stratégiques cohérents pour l’élaboration des cadres stratégiques nationaux ou pour réviser les cadres existants. Dans tous ces cadres, l’on a vu ce qui peut être considéré comme des priorités partagées par des Etats : le besoin de faire progresser les politiques et les pratiques qui élargissent l’accès des élèves, filles et garçons, à l’éducation de qualité. Il s’agit de lutter contre toutes les barrières à l’accès, qu’elles soient financières ou culturelles, etc. Une autre part devra être faite à l’amélioration de la qualité des enseignements et des apprentissages. A ce point, il est nécessaire de travailler à la fois sur la formation initiale que sur la formation continue des enseignants, avec une attention portée sur la pédagogie sensible au genre. Il a été souligné l’importance des politiques et programmes sensibles au genre et la recommandation de renforcer les Systèmes d’Information et de Gestion de l’Education (SIGE) pour documenter la course vers la planète 50-50 d’ici 2030.



## Bibliographie

- African Union Commission, Department of Human Resources, Science and Technology. *Report of Annual Continental Activities (RACA)*, 2016, AddisAbaba, Ethiopia
- African Union Commission, *Continental Education Strategy for Africa 2016-2025 (CESA 16-25)*, Addis Ababa, Ethiopia
- African Union Commission, Department of Human Resources, Science and Technology, *AU Study on teacher training, working, and living conditions in member States*, January 2017
- Agence Américaine pour le Développement International (2015). *Guide pour le renforcement de l'inclusion et l'égalité des genres dans le matériel didactique et pédagogique*. Octobre
- Agence Américaine pour le Développement International (2015). *Efficacité de l'enseignement et politique éducative en Afrique Sub-saharienne : Etude conceptuelle de l'efficacité de l'enseignement et examen des politiques éducatives dans 11 pays d'Afrique Sub-saharienne*. EdData II : Données de programmation et de recherche en éducation (DPRE) en Afrique, Aout
- Agence Américaine pour le Développement International. *Empowering Adolescent Girls to Lead through Education –* Projet financé par l'USAID en RDC et mis en œuvre par FHI 360
- Agence Américaine pour le Développement International (2015). *Guide du code de bonne conduite contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre en milieu scolaire*, Kinshasa, Juillet
- Alfred Fernandez, Jean-David Ponci (2005), La gratuité de l'enseignement primaire : une approche fondée sur les droits, OIDEL, Working Paper 9, Genève
- ALTINOK, N. (2016), "Analyse critique et méthodologique des données d'éducation de l'Afrique subsaharienne", Papiers de Recherche AFD, n° 2016-31, August
- Center for Women's Global Leadership (2016), *16 Days of activism against gender-based violence, "From peace in the home to peace in the world: make education safe for all"*, Take Action Kit, 25 November – 10 December
- Commission économique pour l'Afrique, Union africaine, Groupe de la Banque africaine de développement et Programme des Nations Unies pour le développement (2016). *OMD-Agenda 2063/ODD Rapport de transition 2016: Vers une approche intégrée et cohérente du développement durable en Afrique*, Septembre
- Consortium International de Développement en Education (2015), *Document de la Stratégie de scolarisation des filles en RDC et Plan d'action global*, Livrable 3
- David Steven (2015). *A global partnership to end violence against children: Exploring options for the partnership's design and launch*, Center on International Cooperation, New York University, June
- Department for International Development (DFID). *DRC Education Business Case: Improving access, quality and governance in education in the Democratic Republic of the Congo*, Kinshasa, DRC
- Dipak Naker (2009). *What is a good school? Imagining beyond today to create a better tomorrow*, Raising voices, Kampala, Uganda
- Kenneth D. Bush, Diana Saltarelli (2000). *The two faces of education in ethnic conflicts: towards a peacebuilding education for Children*, Unicef, Innoncenti Insights, Italy, August
- Nations Unies, Commission Economique et Sociale (2016), *Rapport de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur les statistiques de l'éducation*, Note du Secrétaire Général, E/CN.3/2017/22, Décembre

- Pascal Tshimanga, *Planète 50-50 d'ici 2030: quels sont les impératifs de capacité nationale, les opportunités et les recommandations ?* Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF), Initiative de l'Afrique pour les Résultats, Brief no 10, Septembre 2016
- PASEC (2015). *PASEC2014 - Performance des Systèmes Educatifs en Afrique Sub-saharienne francophone : compétences et facteurs clés de réussite au primaire*, Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la Confemen (PASEC), CONFEMEN, Dakar
- UNESCO, ONU FEMMES (2017). *Lutte contre la violence de genre en milieu scolaire : Orientations mondiales*, France
- UNESCO, UN WOMEN (2016), *Global guidance on addressing School-related gender-based violence*, France
- UNESCO, UNGEI (2016). *Résumé sur l'égalité des genres: créer des avenir durables pour tous*. Rapport mondial de suivi de l'éducation
- UNICEF (2017), *Education primaire de qualité pour tous, Revue annuelle conjointe 2016*, Programme de Coopération RDC-Unicef (2013-2017), Janvier
- UNICEF (2013), *National survey on the situation of out-of-school children and adolescents*, Global Initiative on Out-of-School Children, Democratic Republic of Congo, February
- United Nations. *Toolkit on Disability for Africa: Inclusive education*, Division for Social Policy Development (DSPD), Department of Economic and Social Affairs (DESA)
- UNFPA (2010). Report - Delivering as one on violence against women: from intent to action, New York, November
- World Education Forum (2015), *Education 2030 Incheon Declaration: Towards inclusive and equitable quality education and lifelong learning for all*, May
- World Education Forum (2015), *Education 2030 Incheon Declaration and Framework for Action Towards inclusive and equitable quality education and lifelong learning for all*, November



## REMERCIEMENTS

Ce produit de connaissance fait partie d'une série de produits de la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion axée sur les Résultats de Développement (AfCoP-GRD). L'objectif est de documenter les bonnes pratiques et les recommandations politiques clés sur la gestion axée sur les résultats de développement. Les produits de connaissance de l'AfCoP sont largement diffusés et sont disponibles sur le site web de l'Initiative de l'Afrique pour les Résultats (AfriK4R) : <http://afrik4r.org/ressources/>.

Ce produit de connaissance de l'AfCoP-GRD est un travail conjoint de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) et de la Banque Africaine de Développement (BAD) réalisé sous la supervision du Secrétaire Exécutif de l'ACBF, le Professeur Emmanuel Nnadozie. Ce produit a été préparé par une équipe du Département des Connaissances et Apprentissage (K&L) de l'ACBF, sous la supervision générale de son Directeur, Dr Thomas Munthali assisté par Mme Aimtonga Makawia, Dr. Robert Nantchouang, Dr. Barassou Diawara, Mme Anne Edline François et Mr. Fréjus Thoto et des membres des autres départements de la Fondation.

L'ACBF est également reconnaissante envers Mr Pascal Tshimanga qui a facilité la discussion en ligne ayant conduit à l'élaboration de ce produit de connaissance. La Fondation exprime aussi sa gratitude aux membres de l'AfCoP, aux institutions partenaires de l'ACBF et à tous ceux qui ont fourni des contributions critiques pour la finalisation de ce produit. L'ACBF est reconnaissante envers la Banque Africaine de Développement qui a appuyé l'élaboration de ce produit de connaissance sous la subvention Numéro 2100150023544.

Les vues et opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la BAD et de l'ACBF.